

## **Déclaration de Women's Initiatives for Gender Justice Pour la Journée internationale pour l'élimination De la violence à l'égard des femmes**

25 Novembre 2013

La Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes représente un puissant rappel de la nécessité de renouveler notre engagement collectif afin de prévenir la violence sexuelle et sexiste et de promouvoir la responsabilité pénale des responsables de tels crimes. La violence contre les femmes est aujourd'hui reconnue comme la violation des droits de l'homme la plus répandue dans le monde et comme l'une des principales causes d'absence de domicile et de déplacement des femmes, ainsi que des blessures infligées aux femmes et de leur mort.

Pour Women's Initiatives for Gender Justice, et nos 6.000 membres, dont la majorité sont des organisations locales promouvant les droits des femmes et la paix dans des pays en guerre et où la Cour Pénale Internationale mène des enquêtes, c'est une journée pour faire le bilan des succès dans l'avancement de la justice de genre – y compris le travail de la CPI – et évaluer les défis qui subsistent, en particulier par rapport aux poursuites très limitées des violences domestiques et sexuelles au niveau national.

### **Déclarations de quelques partenaires**

Alors que le monde célèbre la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, les femmes du Ugandan Greater North Women's Voices for Peace Network (GNWVPN) appellent à la justice pour les femmes et les filles qui sont toujours tenues en captivité par l'Armée de Résistance du Seigneur et continuent de souffrir des violations de leurs droits. Bien que les négociations de paix prévalent en Ouganda du Nord, les femmes continuent à être victimes de violences conjugales et de conflits et disputes foncières endémiques. Notre partenariat avec Women's Initiatives a grandement renforcé les membres du réseau tout en leur permettant de rapporter tous cas de violence. Notre capacité à militer pour que les responsables soient traduits devant la justice est devenue plus importante parce que nous pensons que la violence contre les femmes est un fléau qui touche tout le monde.

***Santa Oketta, Présidente, Greater North Women's Voices for Peace Network***

En cette Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, nous, défenseurs de la paix et des droits des femmes au Soudan, voulons attirer votre attention sur les lois soudanaises qui violent les droits des femmes. Plus particulièrement, la loi Soudanaise sur le viol a empêché beaucoup de victimes de viol de rapporter leur cas, de chercher un traitement médical ou obtenir accès à la justice. Ces femmes sont abusées de nouveau à cause de leur « incapacité » à prouver les violences dont elles ont été victimes avec le témoignage de quatre hommes. Je voudrais également dire haut et fort aujourd'hui que lorsque vous lirez cette déclaration, le gouvernement Soudanais continuera à bombarder des civils au Darfour et dans le Sud Kordofan, tuant des femmes, enfants et hommes et forçant des milliers à fuir leur maison.

***Nagat Bushra, Militante pour la paix et les droits des femmes, Soudan***

**Women's Initiatives for Gender Justice**



En cette Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, je souhaite que ma voix soit entendue dans le monde entier ; je veux vous faire savoir que les femmes Libyennes souffrent. L'insécurité constante les a privées de leur droit à la participation politique qui les aide à affirmer leur existence.

***Salw Saeed, Militante pour la paix et les droits des femmes, co-fondatrice du Ersa forum à Derna, et membre d'Amazonat, Libye***

En cette Journée Internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, je souhaite porter votre attention sur le nombre croissant d'enlèvements des femmes en Libye, et aux menaces constantes auxquelles font face les femmes militantes, ce qui risque de limiter la participation des femmes dans la création d'une nouvelle Libye.

***Hanin Bushosha, Journaliste et Militante pour la paix et le droit des femmes, Libye***

Pour la Ligue pour la Solidarité Congolaise, le 25 Novembre est un grand moment pour renforcer notre combat contre la violence de genre. Nous devons faire prendre à notre gouvernement ses responsabilités en exigeant qu'il nous donne des réponses et qu'il s'engage dans la protection et la prévention de la violence contre les femmes du Nord Kivu. Nous voudrions également montrer notre solidarité aux femmes militantes du monde entier qui travaillent dans le même but et nous aident dans les temps difficiles. Aujourd'hui nous reconnaissons les violences faites aux femmes du Nord Kivu, plus particulièrement de Rutshuru, et nous commémorons les femmes victimes de toutes sortes de violences et d'intolérance.

***Josephine Malimukono, Ligue pour la Solidarité Congolaise, République Démocratique du Congo***

Nous célébrons aujourd'hui la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes. Pourtant, les femmes sont toujours marginalisées au sein de leur famille. Leur accès à l'héritage et à la terre reste tabou. Les femmes sont responsables de 90% du travail de la terre mais elles ne peuvent pas la gérer ou en être propriétaires. De nos jours, les femmes ne peuvent toujours pas parler en public. Leur absence de tout organe décideur est soi-disant justifiée par l'idée que les femmes rurales sont simplement incapables de décider ou de gérer. La pauvreté et l'analphabétisme des femmes sont la conséquence de la coutume et de la tradition et dénie le droit aux femmes d'être propriétaires. Tout appartient à leur mari ou à leur frère. Elles n'ont pas le droit d'étudier ou d'apprendre car elles appartiennent à la cuisine ou à la maternité.

***Emérite Tabisha Mongelwa, Coordinatrice Actions des Femmes pour les Droits et le Développement, République Démocratique du Congo***

